

De Dijon à Lille

Robert Chapuis

LE VII^e Congrès devra faire des choix essentiels. Pour comprendre lesquels, il faut voir où en est le P.S.U. depuis le Congrès de Dijon. Le rapport de Michel Rocard devant la D.P.N., fin février, a fourni une première analyse.

Je voudrais tenter de la prolonger et d'en tirer les conséquences.

En deux ans, les attitudes politiques des militants P.S.U. ont évolué :

- Le refus du « radicalisme » leur est commun : il n'y a plus de courant « mendésiste ».

- Le refus de la social-démocratie est moins univoque : peu d'intérêt pour les débats autour du P.S., mais le tempérament social-démocrate continue d'inspirer la pratique de certains militants (goût de la procédure, notabilisme, prédominance du souci électoral, séparation entre le domaine politique et les luttes sociales...). Cette situation ne correspond pas seulement à un « héritage » à l'intérieur du P.S.U., elle reflète aussi la diversité des situations locales et régionales que connaissent les militants.

Elle sera facilement dépassée si le Parti résout les deux questions essentielles qui lui sont posées :

- Le rapport au P.C.F. : beaucoup de militants P.S.U. vivent leur adhésion comme un refus de se lier au P.C. ; les raisons peuvent en être très diverses : tactiques (constituer une grande force de gauche non communiste), stratégiques (lutter contre l'illusion de la « démocratie avancée »), idéologiques (dénoncer le révisionnisme du P.C.F. ou son bureaucratisme). D'où la grande difficulté du débat sur le mouvement communiste. L'attitude générale des militants à l'égard du P.C.F. explique leur discipline (quasi totale) à l'occasion des élections municipales : en rompant avec le P.S.U., Marchais a fait un mauvais calcul ; au lieu de diviser le Parti il l'a réuni !... Néanmoins, tous les problèmes restent posés.

- Le rapport au gauchisme : celui-ci est plus une attitude qu'une force politique ; il s'exprime dans les formes de lutte plus que dans les objectifs ; il pose le problème de la « vie » plus facilement que celui de l'Etat ; il met le pouvoir en question dans son existence plus que dans son essence. Tous ces aspects sont aisément compris et même vécus par les militants P.S.U., mais ils ne permettent pas de définir le rôle et la

forme du Parti, du programme, de la lutte pour le pouvoir. D'où une tendance à éliminer ces questions (chez des militants qui se sentent plus « gauchistes » que P.S.U.) ou, à l'inverse, à les estimer comme contradictoires avec le gauchisme (dont on voudrait se détacher, sans pour autant tomber dans les pièges du P.C.F. : voie mal commode, ce qui explique la morosité de certains militants).

Perspectives d'avenir ?

Tout le problème du P.S.U. se retrouve dans la capacité de lier ces deux débats l'un à l'autre :

- Ou bien on estime que le rapport au P.C.F. exclut le rapport au gauchisme, et réciproquement, alors le P.S.U. est voué à éclater entre un PS. de gauche et un groupe gauchiste de plus ;

- Ou bien on parvient à tenir à la fois la critique du P.C.F. et le dépassement du gauchisme (au sens où l'entend Gérard Féran dans T.S. du 11-2-71) et le P.S.U. pourra constituer cette force politique révolutionnaire que le gauchisme ne parviendra pas à réaliser sur ses propres bases et que le P.C.F. ne peut plus représenter désormais, ne serait-ce qu'en raison de son insertion dans le mouvement communiste international (cf. l'évolution parallèle du P.C.I.).

Faute de trouver des réponses, au moins des éléments de réponse, aux questions qu'ils ne cessent de se poser, les militants vivent très mal leur adhésion au Parti, alors même qu'ils s'engagent davantage dans les luttes réelles et transforment d'autant la nature du Parti. Ce malaise les conduit à se poser sans cesse le problème de la construction du parti révolutionnaire, comme la solution-miracle à tous leurs maux. Mais à quoi sert de fabriquer des plans d'architecture quand on ne sait pas où poser la maison ? Le parti révolutionnaire se construira dans la mesure où ses fondements auront été éclairés ; en ce domaine, il est dangereux de prendre l'effet pour la cause.

Le Conseil national de Rouen a montré les impasses où pourrait conduire une démarche qui s'enfermerait dans des problèmes organisationnels de type abstrait. D'où la volonté de poser la question du « programme ». On s'aperçoit alors très vite que l'on retrouve des problèmes d'organisation beaucoup plus concrets : ceux qui concernent le P.S.U. lui-même.

L'organisation du parti .

Pour réfléchir sur son organisation, le P.S.U. est soumis à des traditions et à des pressions. Elles l'embarrassent quelque peu, mais il doit bien en tenir compte.

Les traditions

Il en est quatre principales :

- **Social-démocrate** : liée aux débuts du mouvement ouvrier, sous sa forme parlementaire, liée aussi aux contraintes du système politique français et de la « démocratie bourgeoise ».

- **Léniniste** : sous sa forme bolchevique ou « marxiste-léniniste » ; c'est le modèle des partis « communistes » à travers le monde, avec des nuances pour le parti chinois.

- **Trotskyiste** : c'est l'avatar des précédentes ; elle est une critique interne au modèle léniniste et se constitue par sa capacité critique. Le trotskysme est, par nature, une « tendance ».

- **Populiste** : enracinée dans la tradition proudhonienne, et renouvelée aujourd'hui par les courants spontanéistes.

Les pressions

Elles s'exercent dans deux directions, plutôt contraires :

- **L'économisme** : le socialisme comme rationalité industrielle, base de la justice sociale ;

- **L'idéalisme** : le socialisme comme utopie rédemptrice ; la crise de l'Eglise libère de nombreux militants chrétiens dont la démarche naturelle est facilement idéaliste ou volontariste ; un grand nombre se retrouvent au P.S.U.

Il est une voie qui consiste à pratiquer un juste équilibre entre ces pressions, en fonction des tempéraments ou des compétences, et à juxtaposer les différentes tendances « historiques » dans leur version moderne. C'est le parti-mosaïque, avec les périodes de réconciliation et de divorce dont on peut trouver l'image dans l'histoire du trotskysme français, par exemple. Durant ces dernières années, le mouvement étudiant a eu le visage de cette juxtaposition : l'U.N.E.F. en est morte. Qu'en serait-il pour le P.S.U. ?

Il est commode pour des candidats au pouvoir d'imaginer un parti où il n'y aurait que des minorités : la place est libre alors pour ceux qui se placent au centre en toute hypothèse, quitte à changer de place

selon l'évolution des forces en présence. Mais la plupart des militants du P.S.U. sentent bien que leur parti perdrait toute justification à n'être que le lieu des contradictions propres au courant socialiste et révolutionnaire.

Ceux qui se refusent à un parti purement « fédérateur » se proposent généralement deux types de références pour échapper au danger :

- Une référence « ouvrière » : on insiste alors sur l'unité de la classe ouvrière et la nécessité d'un lien absolu entre le parti et cette classe. Le Parti est à l'œuvre au milieu des masses pour rechercher leur unité, à travers l'unification des luttes et sur les positions de la classe ouvrière. Le P.S.U. est alors un mouvement politique au service des masses.

- Une référence « politique » : on entend proposer des objectifs aux luttes de masse ; pour dépasser le corporatisme et le réformisme inhérents à ces luttes, il est nécessaire de « faire passer » à travers les organisations de masse des objectifs capables de poser le problème du pouvoir. Le P.S.U. doit être, à cette fin, inscrit dans la masse elle-même, par le nombre de ses militants, comme par leur influence. Le P.S.U. est alors un mouvement politique de masse.

Ces deux références sont-elles antinomiques ou compatibles ? Voyons bien que si l'on charge la première à l'exclusion de la seconde, on aboutit très vite à un nouveau « parti de la classe ouvrière » qui doit rivaliser avec le P.C.F. pour affirmer sa légitimité et le rejeter dans l'enfer de la social-démocratie (le problème étant alors de le faire réellement et non pas seulement en paroles...). Le P.S.U. sera alors le seul véritable « parti communiste français ».

Si l'on charge la seconde référence par rapport à la première, on aboutira à une sorte de travaillisme français dont le sort sera déterminé par l'évolution du mouvement syndical. Face au P.C., parti de la C.G.T., le P.S.U. sera le parti de la C.F.D.T. Resterait alors à savoir dans quel sens marchera la courroie de transmission.

Il est donc nécessaire de tenir ensemble ces deux références, ou plutôt de les dépasser dans la création d'un véritable « pôle révolutionnaire » qui ne se confond pas avec le P.S.U. mais a besoin de lui.

Pour un pôle révolutionnaire.

Pendant des dizaines d'années, la politisation des luttes sociales s'est confondue avec leur traduction parlementaire : c'est l'image du « front populaire ». La V^e République a inventé de nouvelles formes politiques qui excluent cette traduction. En juin 68, c'est la droite qui a bénéficié du mouvement de Mai : l'échec avait

démobilisé les forces populaires, les hésitants ont rejoint le vainqueur, c'est-à-dire de Gaulle. Les élections ne créent pas un rapport de forces, elles le sanctionnent. Ce n'est plus au Parlement qu'il est possible de faire évoluer le rapport de forces ; les forces parlementaires de gauche — en dehors du P.C.F. — tendent à perdre toute référence sociale. C'est le résultat de la politique gaulliste et de l'évolution de la lutte des classes.

On ne peut pour autant s'imaginer que la politisation des luttes sociales va désormais s'effectuer de façon naturelle et spontanée. La lutte des classes est un phénomène historique. La prise de conscience de cette lutte est un phénomène politique qui implique des médiations. Médiation par l'intelligence de ces luttes, et c'est le problème de « l'intellectuel collectif » dont parlent Gramsci et Mollet... Médiation par l'action elle-même et les choix qu'elle implique sur les différents terrains de lutte (définition des priorités et des objectifs, réalisation militante d'une politique au sein des masses). Le léninisme ne suffit pas à définir la modalité présente de telles médiations : il est la réponse à une situation historique donnée, dans un cadre national déterminé. Les formes modernes du capitalisme et de l'impérialisme, la liaison entre les phénomènes d'exploitation et d'oppression, la mise en cause des structures fondamentales de nos sociétés, le dialogue qui s'établit désormais entre le socialisme d'Etat et le capitalisme avancé, nous obligent à rechercher un cadre original pour l'intervention politique, pour la réalisation concrète des médiations nécessaires à l'expression politique des luttes en même temps qu'à leur politisation progressive.

Dans son effort pour constituer un véritable pôle révolutionnaire dans notre société, le P.S.U. est amené à connaître une double nature :

- Celle d'un parti, avec son organisation, son idéologie, sa discipline, son insertion dans la vie politique instituée.
- Celle d'un mouvement, avec sa dynamique, sa liberté, l'affirmation de sa légitimité (au-delà des formes légales imposées par le système) .

Le P.S.U., à la fois parti et mouvement.

Cette double nature est une source de difficultés et d'ambiguïtés, mais elle est la condition d'un passage à la réalité, d'une réalisation politique de la lutte des classes ; c'est la condition pour poser sérieusement le problème du pouvoir d'Etat et fournir aux travailleurs une raison de lutter et d'espérer. Le P.S.U. est mieux placé que tout autre pour prendre cette voie :

- Parce qu'il est né d'une première rupture avec les

partis traditionnels.

- Parce qu'il a su adhérer en tant que parti au mouvement de Mai 68.

- Parce que ses militants sont engagés dans des luttes réelles, dans les principaux secteurs de la société.

De plus, la période peut lui être favorable :

- Le développement capitaliste et les nécessités de l'impérialisme suscitent des crises considérables, embrasant des régions et des nations entières ; les cadres politiques et idéologiques traditionnels sont mis en cause et le « libéralisme » est plus que jamais déchiré de contradictions.

- Il existe des forces sociales révolutionnaires, capables d'homogénéité (cf. l'alliance ouvriers-paysans, enseignants-lycéens...) : il est évident, en effet, que la révolution ne dépend pas de la constitution d'une avant-garde, mais de l'état des forces sociales. C'est sur celles-ci qu'il faut fonder la constitution d'une avant-garde, susceptible de se former en un « parti révolutionnaire » tel qu'on l'entend habituellement, mais capable aussi de se réaliser en d'autres formes politiques, encore difficiles à imaginer, faute d'expérience historique.

- La stratégie de « démocratie avancée » conduit le P.C.F. à l'immobilité : il n'y a pas d'autre voie pour lui que le contrôle organisationnel, avec le risque de voir les organisations perdre aussi bien leur signification politique que leur « représentativité » elle-même. Il y a bien entendu d'autres contradictions qui font que le P.C.F. reste une masse importante, mais qu'il ne peut lui-même se mettre en mouvement.

Le rôle du P.S.U. comme parti :

Il se détermine autour de deux axes principaux :

- Le programme révolutionnaire : il doit unifier les objectifs de lutte avec les caractéristiques de la société socialiste à construire. C'est en cela qu'il s'agit d'un « programme de transition », non au sens d'un programme chèvre et chou qui fournirait aux masses l'image d'un purgatoire socialiste, mais au sens d'un système de double relation : entre les luttes des différents secteurs d'une part, entre les luttes d'aujourd'hui (contre le pouvoir) et les luttes de demain (à travers le pouvoir). Il faut réunifier la stratégie et le projet, sur des bases nouvelles par rapport aux années 60.

- Les relations avec le P.C.F. : depuis le Conseil National de Rouen, nous parlons de « front unique », c'est-à-dire d'un front de classe, dont nous ne saurions exclure le P.C.F. L'expression a l'inconvénient de se confondre avec l'idée de rapports de type organisationnel : elle manifeste notre volonté d'être considérés, nous aussi, comme un parti de la classe

ouvrière, mais n'exprime pas très clairement la réalité de notre confrontation avec le P.C.F. Nous ne refusons pas seulement ses prétentions à la « dictature », nous refusons aussi sa stratégie, sa pression sur l'expression ouvrière, son projet, ses tendances idéologiques, etc. Il convient donc de définir des actions communes avec le P.C.F. selon le rapport de forces et les exigences de la lutte anticapitaliste et anti-impérialiste, plutôt que de s'accrocher à des termes abstraits ou de s'adonner à l'on ne sait quel « front » antifasciste, populaire, ou autre qui ferait du P.S.U. une nouvelle forme de « progressisme » critique aux côtés du P.C.F. Tel est du moins le problème d'aujourd'hui ; l'évolution des luttes et du rapport des forces peut conduire à une position différente. Il ne faut pas sous-estimer en effet cette évidence tactique : la révolution socialiste ne se fera pas par le P.C.F., elle ne se fera pas non plus sans lui.

Le rôle du P.S.U. comme mouvement :

Cette perspective ouvre trois débats :

● **L'action syndicale,** : nous nous sommes enfermés jusqu'ici dans le débat sur les rapports syndicat-parti, en cherchant à définir des domaines spécifiques, avec négociation chronique sur les frontières. Au demeurant ce débat a pu satisfaire aussi bien les responsables syndicaux (qui géraient librement leur domaine d'affectation) que ceux du parti (qui développaient une action « ouvrière » sur le plan politique, loin de l'économisme et du réformisme syndical). En réalité, le véritable débat concerne le sens politique de l'action syndicale : ou bien, en effet, cette action est par nature sinon contre-révolutionnaire, du moins intégratrice et il faut alors la condamner politiquement, ou bien elle est une forme d'expression effective des travailleurs et un moyen de lutte et il faut assumer politiquement les exigences de cette action. Cette voie peut conduire à mettre en cause l'organisation ou la stratégie syndicale, mais non plus pour des raisons de nature, mais en fonction d'analyses et de propositions politiques capables de contribuer à la réorganisation et à la réorientation de l'action syndicale.

● **Le gauchisme** : l'erreur d'un certain nombre de camarades consiste à traiter le problème du gauchisme en termes de parti : il est alors inévitable de valoriser les courants « organisationnels », c'est-à-dire les courants trotskystes, et de choisir parmi eux les meilleurs interlocuteurs : la Ligue Communiste et Lutte Ouvrière. Faute d'accord avec le P.C.F., passons contrat avec Krivine. C'est tout confondre et enlever toute son originalité, toute sa force potentielle au phénomène gauchiste. Le gauchisme est une des formes de la prise de conscience révolutionnaire aujourd'hui ; mais il ne contient pas en lui-même les moyens de son

propre dépassement (cf. l'éclatement des courants maoïstes, cf. la scission de la Ligue, etc.) C'est dans la mesure où le P.S.U. fera son travail d'organisation politique au cœur des luttes de masse que seront possibles des types de mobilisations plus « contraignantes » peut-être pour les gauchistes, mais aussi plus ouvertes, plus crédibles, et susceptibles d'obtenir des victoires. Les manifestations de l'affaire Guiot ou celles du 1^{er} mai sont révélatrices à cet égard, sur les possibilités et les exigences de notre action.

● **Les formes et les méthodes de la politisation** : nous devons inventer de nouvelles formes d'action politique pour correspondre aux aspirations révolutionnaires qui s'expriment dans les luttes de masse. « Changer la vie », c'est un mouvement de révolte spontanée qui peut servir de base à une prise de conscience. Encore faut-il se confronter réellement au problème du pouvoir, déboucher sur l'action révolutionnaire et sur la possibilité d'une autre société où l'effort pour « changer la vie » pourra bénéficier de points d'appui supplémentaires, sans se faire d'illusions sur les difficultés et les nouveaux conflits qu'il faudra résoudre. C'est dans le développement même des luttes que peut se faire l'expérience politique nécessaire à la construction du socialisme. Cette affirmation reste abstraite et il ne suffit pas d'invoquer la démocratie prolétarienne de masse pour la rendre plus concrète, tant que nous n'avons pas mieux pris conscience de nos responsabilités ainsi que des formes et des orientations de notre engagement militant.

Formes d'organisation.

Le double rôle du P.S.U. implique un certain type d'organisation :

● Une base de parti : fédérations et sections.

● Une base de mouvement : les secteurs de l'action de masse.

La direction du parti doit être fondée sur cette double base.

Il est nécessaire de mettre en œuvre le centralisme démocratique pour les décisions politiques d'ensemble, tout en conservant la plus grande autonomie, la plus large initiative à la base sur les formes de lutte.

Quatre problèmes doivent être résolus de toute urgence :

● **La formation** : qui implique des lieux d'élaboration théorique en liaison avec la pratique et des méthodes bien adaptées (refus de l'universitarisme).

● **La communication** : échange d'information entre les différents secteurs et les différents types de responsabilité.

● *L'organisation interne : partage des tâches, responsabilités mieux définies, rapport entre les buts et les moyens.*

● *L'expression externe :*

- *propagande,*
- *presse,*
- *publications.*

Leur solution passe en grande partie par les formes de direction que le parti sera capable de se donner.

Il est évident que la forme actuelle de notre direction ne correspond à rien :

● *Le congrès de Dijon a élu le B.N. sortant (sauf ceux qui en avaient démissionné) ainsi qu'un certain nombre de gens réunis par le hasard. L'ensemble forme la D.P.N.*

● *La constitution des secteurs a créé des équipes dirigeantes sans rapport avec la D.P.N. Seuls, quelques notables du B.N. assurent une certaine cohérence par omnipotence sur un des dits secteurs ou par omniscience. D'où des tensions inévitables.*

● *Rien ne représente la réalité du parti, pas plus que la réalité des luttes. En éliminant la structure dite représentative du C.P.N., on a éliminé toute forme de relation entre la direction et la base. Les conseils nationaux n'assurent pas cette relation : pour éviter les séances parlementaires du C.P.N., on fait de tout le parti un Parlement permanent, avec ses orateurs et sa liturgie.*

Pour sortir de cette situation, diverses mesures s'imposent :

● *D.P.N. de 80 membres (candidatures présentées moitié par les secteurs déterminants, moitié par les fédérations) : réunis deux fois par trimestre.*

● *B.N. de 20 membres dont 4 permanents (1 pour le secteur ouvrier, 1 pour le secteur paysan, 1 pour l'organisation, 1 pour la gestion) .*

● *Bureau politique de 5 ou 6 membres dont le secrétaire général. Deux S.G. adjoints, le trésorier, le responsable organisation.*

Le conseil national doit retrouver sa caractéristique : étude d'un point particulier concernant l'action du parti (exemple : politique internationale, propagande, formation, etc.). Le débat sur l'activité, sanctionné par un vote des « délégués », doit permettre d'exprimer les problèmes posés par l'activité générale du parti.

Mais l'activité du parti dépendra d'autres dispositions essentielles telles que :

● *Les réunions inter-secteurs : chaque mois devrait se tenir une « assemblée des secteurs », réunissant les responsables pour leur information réciproque et la coordination effective des actions.*

● *Les réunions régionales : coordinations inter-fédérales constituant les points nécessaires à la vie et à la réflexion du parti : les assemblées régionales ouvriers-paysans devraient en être la base de départ. Il convient de rechercher une direction régionale fondée sur les mêmes principes que la direction nationale.*

● *La consolidation des bases financières du parti.*

● *Le développement d'activités périphériques et de zones d'influence (édition, secteur culturel, information...) .*

D'une façon générale, il faudra modifier la composition sociale des directions qui doit être en avance sur la base sociale du parti lui-même. En avance, mais non en rupture bien entendu : on ne peut faire « comme si » le P.S.U. était le grand parti de la classe ouvrière et des petits paysans. La représentation ouvrière et paysanne est moins une affaire de pourcentages (qui ne peuvent jouer qu'un rôle indicatif) qu'une affaire de volonté politique et de capacité organisationnelle : l'extension du nombre des permanents d'origine ouvrière et paysanne, la distinction entre les activités militantes (comment demander à un paysan d'être à la fois responsable syndical, militant de sa section, colleur d'affiches, animateur des luttes de son « groupe », délégué à un conseil national, etc. : on ne peut concevoir un militantisme « uniforme »), le soutien aux militants qui ont l'expérience des luttes sur une certaine durée (parfois accusés de « notabilisme »), voici quelques exemples des pratiques capables d'assurer une meilleure représentation des couches populaires dans les organes de direction. Il faudrait savoir éviter dans ce domaine à la fois le conservatisme et la démagogie.

Sur tous ces points, le congrès devra trancher. Mais il va de soi que les décisions d'organisation sont étroitement liées aux décisions qui concernent l'orientation elle-même. On ne dirige pas un parti quand on ne sait pas où il va !

.